



**HAL**  
open science

## Défense et illustration du mouvement étudiant

Danièle Lochak

► **To cite this version:**

Danièle Lochak. Défense et illustration du mouvement étudiant. Preuves, 1968, 209-210, août-septembre, pp. 94-99. hal-03051888

**HAL Id: hal-03051888**

**<https://hal.parisnanterre.fr/hal-03051888>**

Submitted on 10 Dec 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# PREUVES 209-210 août-septembre 7,50 F

*le tournant de juin*

André Philip : les quatre problèmes de la France

Pierre Uri rebondissements

Emmanuel Berl le sismologue appliqué

D. Lochak défense et illustration du mouvement étudiant

Gilles Lapouge forces noires

Annie Kriegel Chinois en France

Maurice Cranston les "périodes" de Michel Foucault

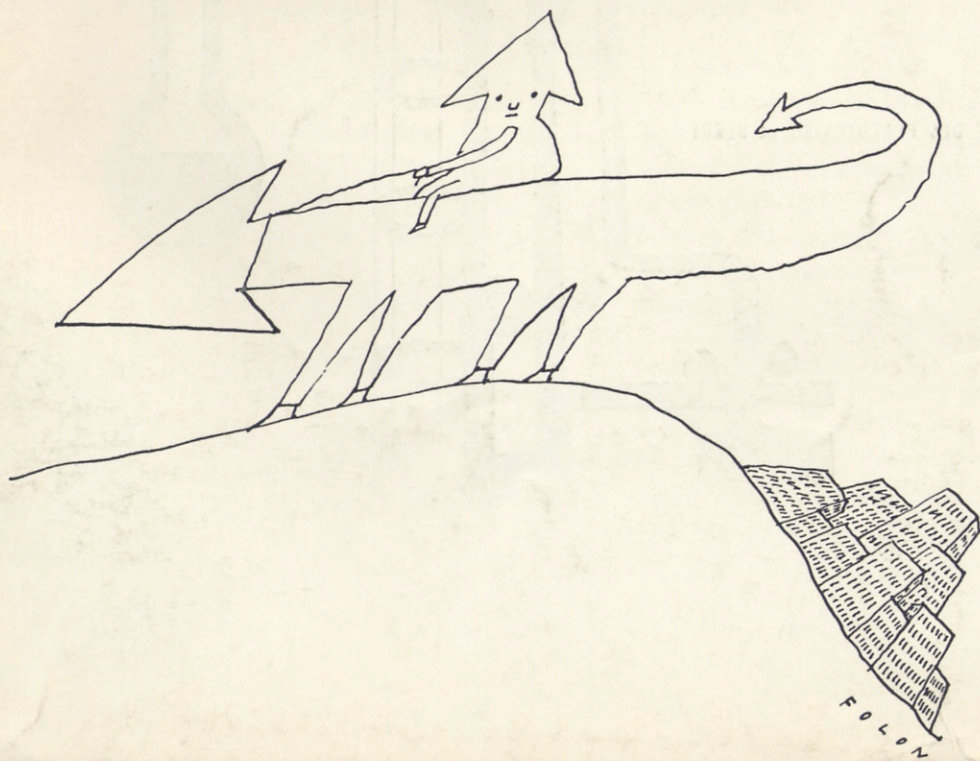
Claude Mettra le Journal de Denis de Rougemont

Annette Vaillant merci, Monsieur Vuillard

*une enquête de Françoise Choay la ville et l'imaginaire*

*réponses de Jean Dubuffet, Roger Caillois, Jean Héliou,*

*Gino Dorflès, Charles Jencks, George Baird, etc.*



## défense et illustration du mouvement étudiant

PAR

DANIÈLE LOCHAK

**Q**UE VEULENT les étudiants? En formulant la question en ces termes, on entend envisager le mouvement étudiant à partir des aspirations qu'il recouvre, et dépasser le plan du déterminisme sociologique pour se placer au cœur même du problème.

Car l'effervescence de ces dernières semaines ne se laisse ramener ni à une agitation de type activiste et gratuitement destructrice, ni, à l'opposé, à la « manipulation » de la masse des étudiants par des groupuscules d'extrême-gauche poursuivant des menées subversives. Mais il est vrai que la prise de conscience s'est faite à la faveur de l'explosion du mois de mai, et que les aspirations du mouvement étudiant n'ont été exprimées qu'au fur et à mesure que l'action se développait.

Dès lors, le sens du mouvement étudiant doit être recherché tant dans les mobiles de ceux qui y ont participé que dans les formes qu'il a revêtues — mobiles et formes d'action se conjuguant et aboutissant, par une dialectique propre, à faire surgir en France une situation de type révolutionnaire.

Une objection s'élève immédiatement : ce que l'on appelle le mouvement étudiant ne constitue qu'une aile marchante, minoritaire. La masse des étudiants n'y participe pas. En un mot, cette minorité n'est pas « représentative ». A cela on peut opposer deux remarques. La première, c'est qu'on ne peut préjuger de l'opinion de la majorité passive à l'égard du mouvement. Contrairement à une idée largement répandue, cette majorité n'est pas nécessairement hostile à ce qui se fait à l'heure actuelle dans les facultés (l'exemple de la faculté de droit de Paris, où plus de la

DANIÈLE LOCHAK, qui a déjà collaboré à Preuves, est âgée de vingt-deux ans. Diplômée de l'Institut d'études politiques, licenciée en droit et titulaire de deux diplômes d'Etudes supérieures, elle prépare son doctorat en droit.

moitié des étudiants inscrits aux examens se sont déplacés pour venir élire leurs délégués à l'assemblée paritaire, et où 57 % des voix sont allées au comité de grève, tendrait à démontrer l'inverse). La seconde remarque, c'est que toute lutte, politique, syndicale ou autre, implique l'existence d'un « marais », caractérisé par la non-polarisation, dans un sens ou dans l'autre. L'étude de ce marais est capitale si l'on veut apprécier l'impact d'un mouvement et son audience. Mais dans la mesure où il ne s'exprime pas, il n'est pas intéressant pour dégager la signification du mouvement étudiant : de la même façon que la doctrine d'un parti politique est élaborée par ses dirigeants et ses militants, non par ses électeurs, le sens du mouvement étudiant est déterminé par ceux qui l'animent.

**L**ORSQU'ON PARLE des mobiles qui animent les étudiants, il faut immédiatement lever une première équivoque, qui consiste à voir dans les récents événements l'expression d'une certaine inquiétude face aux problèmes des débouchés et de l'emploi. Une analyse de ce type masque le fond même du problème. Car aujourd'hui, ce que demandent les étudiants, ce n'est pas une meilleure intégration dans la société. Ils contestent précisément dans l'Université sa fonction d'intégration, la formation qu'ils y reçoivent les conduisant à devenir à leur tour « les chiens de garde de la société de consommation ». L'Université doit avoir une fonction propre de contestation au sein de la société (« Université-critique »), *quelle que soit cette société*, capitaliste ou socialiste. S'il est vrai, par conséquent, que la cause profonde de la crise actuelle réside dans la mauvaise adéquation de l'Université à sa fonction traditionnelle de formation des cadres, il est non moins vrai que les objectifs du mouvement étudiant ne peuvent se résoudre en une revendication de ce type, et se situent à un tout autre niveau.

L'autre équivoque à dissiper porte sur la nature, l'enjeu de la révolte étudiante. On entend parfois reprocher aux étudiants de ne pas exposer leurs revendications de façon claire et précise. Ce reproche prouve, à leurs yeux, qu'on ne comprend pas le sens du mouvement. Car les objectifs ne sont pas revendicatifs, mais idéologiques, et ils dépassent le cadre universitaire. La société est remise en cause globalement, et la contestation radicale ôte toute

signification à des revendications fractionnelles. Si les étudiants savent ce qu'ils veulent, ils ne « demandent » rien à proprement parler.

Certes, cette volonté n'est pas une et homogène. L'aile extrême-gauche, qui fournit certains de ses thèmes au mouvement étudiant, et parfois l'entraîne, se désintéresse ouvertement des problèmes universitaires. Du reste, l'engagement politique des « groupuscules » révolutionnaires n'est pas né dans le contexte universitaire. Qu'ils soient trotskystes, marxistes-léninistes, anarchistes, tous remettaient en cause la société bien avant le mois de mai, et de ce point de vue ils ont effectivement exploité la crise à leurs fins. Leur audience s'est accrue, ils ont fait l'expérience de la violence et des batailles de rue, voyant en elles soit le moyen immédiat de faire tomber le régime, soit plutôt un exercice en vue d'une révolution ultérieure dirigée contre le système capitaliste dans son ensemble. A cet égard — et à cet égard seulement, c'est-à-dire dans une fraction minoritaire de ses effectifs — le mouvement étudiant a été « subversif ».

Mais la majorité de ceux qui participent au mouvement ne croit pas que le bouleversement de la société soit possible dès maintenant, d'un seul coup. Pourtant, le mot de « révolution » garde un sens pour eux. D'abord parce qu'il y a eu révolution dans les esprits, par une prise de conscience vive et soudaine de l'insatisfaction, tant chez les étudiants que chez les travailleurs. Ensuite, parce que tout en acceptant de travailler à une rénovation de l'Université, ils ne perdent pas de vue le but final, à long terme, qui est la transformation radicale de la société. Alors que pour les premiers la refonte de l'Université n'a de sens que dans le cadre de structures sociales nouvelles, les « modérés » choisissent d'agir sur la société par le seul biais sur lequel ils aient prise : le milieu universitaire. Le terme de « modéré » appelle d'ailleurs une remarque : il s'applique aux moyens employés (rejet de la violence pour la violence, acceptation d'étapes), non pas aux fins poursuivies, qui restent radicales. Cette modération ne se confond pas avec le réformisme. Les réformistes (la droite, en l'occurrence) acceptent les réformes parce qu'ils les savent nécessaires, mais ils les limitent volontairement au cadre universitaire, en s'opposant à la politisation du mouvement. Ceux que l'on a appelés plus haut les modérés, au contraire, agissent dans le cadre universitaire par nécessité, avec l'arrière-pensée tacite ou

expresse que l'instauration d'une « Université-critique », de par la place de l'Université dans la société, sera l'un des instruments de transformation de cette société même. Il y a donc convergence de vues entre tous ceux qui pensent que la politisation du mouvement est inéluctable et souhaitable, et les « modérés » sont à cet égard solidaires des « extrémistes », même s'ils n'approuvent pas nécessairement toutes leurs positions. En aucun cas il n'y a « manipulation » des premiers par les seconds, car les deux attitudes sont parallèles et ne s'excluent pas mutuellement. C'est pourquoi les liens de solidarité se resserrent chaque fois que la répression — policière ou politique — s'abat sur les uns ou les autres.

A partir du moment où il y a contestation de la société tout entière, la politisation et l'orientation à gauche s'inscrivent tout naturellement dans le mouvement étudiant. Cela explique en premier lieu que l'audience des « groupuscules » révolutionnaires se soit accrue et qu'ils n'apparaissent plus nécessairement comme folkloriques, puisque nombre de leurs idées (une certaine critique de la société, par exemple) ont été reprises par l'ensemble du mouvement. Certes, la masse reste en dehors de ces groupes et n'accepte pas l'intégralité de leurs constructions doctrinales. Mais le contact et l'action en commun permettent une meilleure connaissance mutuelle dans un esprit de tolérance généralisée : c'est dans la cour de la Sorbonne que l'on a pu voir se faire face, sans hostilité apparente, communistes orthodoxes, trotskystes, maoïstes, anarchistes, etc., dont les rencontres précédentes avaient coutume d'être particulièrement violentes.

Il faut noter, en second lieu, que la politisation du mouvement étudiant reste extérieure aux cadres politiques traditionnels. Marquée à gauche par ses fins, elle refuse l'insertion dans les partis classiques, pour des raisons tant structurelles que conjoncturelles — *structurelles* en ce sens que les appareils politiques sont trop intégrés au système que l'on conteste : or toutes les institutions se sont révélées parfaitement en porte-à-faux devant l'explosion de mai, et donc inadaptées; *conjoncturelles* et tenant à l'attitude des partis dans la crise : le parti communiste et la C.G.T. se sont discrédités par leurs réticences sinon leur mépris à l'égard des étudiants, et leur alliance « objective » avec le gaullisme. La Fédération de la gauche est restée quasi muette. Reste le P.S.U., qui s'est engagé beaucoup plus nettement,

## CHRONIQUES

mais que certains accusent de vouloir « récupérer » le mouvement étudiant. Bref, au niveau des groupements comme des hommes politiques, les étudiants ont le sentiment — justifié à beaucoup d'égards — d'être restés totalement incompris et isolés.

**P**RIVÉS de l'appui des forces traditionnelles, ou les récusing, les étudiants ont cherché à faire la jonction avec le monde du travail, pour donner tout son sens à leur révolte et briser le carcan universitaire dans lequel on voulait les enfermer. Et c'est là un des aspects les plus encourageants — sinon les moins utopiques — du mouvement étudiant. Car on dit à juste titre que les étudiants sont les privilégiés de la société, et notamment de cette société de consommation qu'ils refusent. Mais le reproche ne porte plus si, sortant du cadre des revendications strictement universitaires, les étudiants situent leur cas dans le cadre général des aliénations de tous ordres qui vicient la société dans son ensemble. Car alors ils remettent en cause leur propre situation de privilégiés, et, au lieu d'être strictement corporatiste, le mouvement revêt un aspect exemplaire de solidarité : « Nous sommes des privilégiés parce que nous seuls avons le temps, la possibilité matérielle, physique, de prendre conscience de notre état et de l'état de la société. Abolissons ce privilège, et faisons que tout le monde puisse devenir privilégié », pouvait-on lire sur les murs de la Sorbonne.

Certains ne veulent voir dans cette démarche que l'hypocrisie des fils de la bourgeoisie. Pourquoi, au contraire, ne pas se réjouir de cette prise de conscience, même si elle n'est le fait que d'une minorité ? Car cette minorité peut être la mauvaise conscience de l'ensemble des étudiants, et les étudiants devenir à leur tour la mauvaise conscience des nantis de la société de consommation. On compare volontiers les étudiants de Paris à ceux de Varsovie ou de Madrid, et on en déduit qu'il s'agit d'un caprice, d'une révolte d'enfants gâtés, en somme. C'est une façon de voir les choses, et parmi les détracteurs du mouvement étudiant (à gauche au moins) on compte beaucoup de nostalgiques de la lutte contre le fascisme ou la dictature. L'enjeu de la révolte étudiante en France est beaucoup plus difficile à saisir, beaucoup moins perceptible, et paraît à certains égards mesquin, comparé à ceux précités. Cette révolte est aussi un luxe : le luxe d'un pays

prospère et libéral. Mais ce qui aujourd'hui apparaît comme un luxe peut demain se révéler le problème crucial de nos sociétés de consommation et de nos sociétés démocratiques. L'enjeu se situe non plus au niveau de la liberté physique, mais, beaucoup plus subtilement, au niveau de l'esprit. L'enjeu, c'est aussi la liberté, mais sous une forme nouvelle : c'est la lutte contre le conditionnement des esprits (et il faudrait ici citer Tocqueville, ou Marcuse, si cela n'avait déjà été abondamment fait). Le mouvement étudiant a eu son côté Rimbaud (qui écrivait, dans *Une saison en enfer* : « Mais je m'aperçois que mon esprit dort. S'il était bien éveillé toujours à partir de ce moment, nous serions bientôt à la vérité. ») Les slogans tels que « l'imagination prend le pouvoir », « la vérité seule est révolutionnaire », l'aspect kermesse, *happening* qu'a pris la Sorbonne, tout cela reflétait une volonté de contestation systématique de tous les endoctrinements.

Mais le côté spectaculaire du mouvement étudiant recouvre des aspirations beaucoup plus profondes. On a volontiers insisté sur l'aspect négatif, destructif, d'un mouvement qui remet en cause toute une société sans rien proposer pour la remplacer. Mais la contestation se situe plus encore au niveau des valeurs que des structures : « La révolution bourgeoise fut juridique, la révolution prolétarienne fut économique. La nôtre sera sociale et culturelle, pour que l'homme puisse devenir lui-même », disent les murs de la Sorbonne. On raille volontiers le refus de la société de consommation par les étudiants, qui comptent parmi ses bénéficiaires les plus évidents. L'objection tombe si l'on considère que le refus ne concerne pas tant la société d'abondance qu'une société de pure consommation, qui n'a d'autre fin que sa propre perpétuation, basée sur la recherche exclusive du profit, et aliénante pour l'homme parce qu'elle le transforme en rouage passif et inconscient. Le système capitaliste de production est une des causes de cette aliénation, notamment sur le plan économique. Mais le socialisme, s'il est nécessaire à l'épanouissement d'un certain nombre de valeurs, n'en garantit pas la réalisation, car — la preuve en est faite par l'expérience des divers modèles socialistes existant actuellement — aucun régime n'est par lui-même à l'abri des entreprises totalitaires. Le pouvoir de contestation, qui implique le pluralisme, la démocratie politique et la possibilité

pour chacun de s'exprimer et de critiquer librement, doit être reconnu à l'égard de toute société, de tout système quel qu'il soit, comme étant une forme fondamentale de l'exercice effectif de la liberté de l'esprit. C'est la contestation qui peut permettre à chaque instant la remise en cause de l'ordre existant et contribuer, quel que soit l'Etat, à sa novation par le jeu d'une réflexion contradictoire laissant une large place à l'imagination, antidote de la sclérose. « Il a peut-être des secrets pour changer la vie? Non, il ne fait qu'en chercher », écrivait Rimbaud. C'est en somme la définition d'un nouvel humanisme, qui oppose à l'aliénation économique le socialisme, à l'aliénation politique la liberté et la participation, à l'aliénation culturelle le pouvoir de l'imagination, à l'aliénation nationaliste la dévalorisation des frontières. Répondant par avance aux manifestants gaullistes criant « La France aux Français », et à l'expulsion des étrangers par le gouvernement, on a pu voir ainsi les étudiants défiler aux cris de « Les frontières on s'en fout », « Nous sommes tous des Juifs allemands », et préférer le drapeau rouge et *L'Internationale* au drapeau tricolore et à *La Marseillaise*, symboles à leurs yeux d'un nationalisme périmé. Si donc le mouvement étudiant ne propose pas un modèle de société idéale, il porte en lui les valeurs essentielles qu'il souhaiterait la voir incarner.

ON A BLAMÉ l'aspect destructif de l'explosion de mai non seulement sur le plan des idées, mais surtout sur le plan physique, en condamnant les violences auxquelles elle a donné lieu. A cet égard, il faut d'abord noter qu'au début du moins la violence n'a pas été délibérée. Elle s'est inscrite de façon quasi naturelle et inéluctable dans la tournure prise par les événements, en raison de la volonté du gouvernement de mater par la force la révolte étudiante. Certains ont souhaité l'affrontement physique plus que d'autres, mais personne, au sein du mouvement, n'a voulu désavouer la violence (sauf peut-être lors des derniers affrontements, où le rôle des groupes les plus extrémistes et d'éléments « incontrôlés » a été déterminant). Au reste, ceux-là mêmes qui auraient été enclins à le faire en ont été dissuadés par l'extrême brutalité de la répression, qui chaque fois a ressoudé l'unité au nom de la solidarité étudiante contre le « pouvoir policier ».

Les barricades et les pavés, très vite élevés à la valeur de symboles, ont d'autre part représenté pour les étudiants la forme première — la plus élémentaire — de la contestation, par le refus de se soumettre à la force politique (celle du gouvernement), incarnée par la force physique (celle de la police). Dans l'affrontement physique le mouvement étudiant a acquis du poids et — paradoxalement aux yeux de certains — du sérieux : d'une part, le réflexe de solidarité (d'une solidarité vécue physiquement) a joué pleinement; d'autre part, une révolte qui fait plus de mille blessés ne peut pas être prise à la légère. Sans les barricades, le mouvement étudiant ne se serait vraisemblablement pas développé. Et se serait-il développé, on l'aurait volontiers dénoncé comme « folklorique ». Aujourd'hui, même parmi ses détracteurs, personne n'ose plus le faire.

L'autre forme d'action du mouvement étudiant a consisté dans l'occupation des facultés et la grève, qui ont revêtu elles aussi une signification spécifique, à l'appui de certaines aspirations idéologiques. Elles se sont étendues comme par contagion, à partir de la Sorbonne, à toutes les facultés de Paris et de province. Cette contagion ne s'est pas arrêtée aux portes de l'Université. Elle a affecté aussi les usines, car il est indéniable que sur ce point l'exemple étudiant a été décisif. La grève a d'abord été de type revendicatif : il s'agissait de protester contre la fermeture de la Sorbonne, la répression policière et l'arrestation de participants aux premières manifestations. Mais la signification de la grève s'est transformée après le 13 mai. Les revendications essentielles des étudiants étaient satisfaites. Dès lors la grève est devenue le complément de l'occupation des facultés, renforcée par le mot d'ordre de boycott des examens. Celui-ci signifie d'abord la contestation de l'enseignement universitaire en son point le plus vulnérable : le système de contrôle des connaissances, unanimement critiqué. Mais il a aussi une signification stratégique : le refus de passer des examens est un moyen de pression à la fois sur le gouvernement (en tant qu'indice concret du dérèglement du système) et sur les étudiants eux-mêmes, qu'il faut tenir mobilisés jusqu'au moment où le mouvement atteindra un point de non-retour. Le report des examens, d'exigence matérielle (impossibilité d'organiser les épreuves dans les circonstances présentes) devient exigence politique. Enfin, le refus de passer les

## CHRONIQUES

examens revêt une signification morale, en ce sens que le sacrifice souvent réel ainsi consenti témoigne de la résolution des étudiants pour faire triompher certaines valeurs, par-delà l'obsession des diplômes universitaires.

Quant à l'occupation des locaux universitaires, c'est à la fois l'annulation symbolique de la légalité « bourgeoise » au sein de l'Université, et l'affirmation d'un nouveau pouvoir, le « pouvoir étudiant », qui a pour finalité la prise en main, par les étudiants, de leur destinée, et la responsabilité dans les décisions qui les concernent. L'Université aux étudiants, c'est la transcription du mot d'ordre ouvrier : l'usine aux travailleurs. En même temps, l'occupation et la grève permettent d'entreprendre, au sein des facultés, dans des commissions de travail, la refonte de l'Université. L'installation d'un pouvoir de fait à l'intérieur des facultés, sous la forme de comités de grève ou de comités d'occupation, préfigure ainsi ce que devrait être l'Université critique de demain : autonome vis-à-vis du pouvoir, quel qu'il soit ; autogérée par les intéressés, étudiants et enseignants ; ouverte sur le monde extérieur, et notamment aux travailleurs ; reconnaissant enfin la liberté politique et syndicale en son sein. Ce qui est apparu comme folklorique dans la cour de la Sorbonne, submergée par la propagande des différents « groupuscules » révolutionnaires, mais aussi de partis classiques (U.E.C. et P.S.U.), reposait en réalité sur l'affirmation, poussée à son paroxysme et parfois excessive en sa forme, de cette liberté totale de pensée et d'expression. C'était aussi peut-être une façon de faire la preuve que les différentes tendances pouvaient coexister sans mettre en péril l'unité du mouvement étudiant. Cette expérience s'est révélée concluante dans l'ensemble, puisqu'il n'y a pas eu de heurts réels pendant les cinq semaines qu'a duré l'occupation.

Ainsi, né de façon spontanée, le mouvement étudiant a trouvé ses thèmes dans l'action et a immédiatement cherché à les concrétiser dans le microcosme universitaire. Mais comment l'explosion du mois de mai, riche d'aspirations mais pauvre en moyens, a-t-elle pu se développer et se propager au point d'aboutir à créer en France tous les symptômes d'une situation révolutionnaire ?

A l'origine, l'unité des étudiants s'est faite contre l'entrée des forces de police dans la Sorbonne, puis sa fermeture, et contre la répression policière. Pour expliquer comment

on en est venu successivement à la contestation de l'« Université bourgeoise », à celle de la société dans son ensemble, et enfin à la volonté de faire tomber le régime, il faut sans doute faire intervenir ici à la fois le rôle des minorités agissantes et la logique propre d'un engrenage déclenché le 3 mai. La dénonciation de l'Université bourgeoise a été lancée à Nanterre par le Mouvement du 22 mars animé par Daniel Cohn-Bendit. Elle allait plus loin que le mot d'ordre permanent de l'U.N.E.F. sur la démocratisation de l'enseignement, mais n'avait pas dépassé le cadre de Nanterre avant les événements. Au contraire, la mobilisation des masses étudiantes contre la répression policière et l'ingérence matérielle et concrète du pouvoir dans l'Université (et symboliquement la Sorbonne), ajoutée à la solidarité retrouvée entre étudiants et professeurs, a permis que le mot d'ordre « contre l'Université de classe » soit « reçu » et trouve un large écho en milieu universitaire. Puis la présence de jeunes travailleurs aux côtés des étudiants sur les barricades, jointe à la volonté délibérée de certains groupes d'étudiants de faire la jonction avec le monde ouvrier, a abouti à sceller une certaine unité : celle-ci, ouverte au moment de la grande manifestation du 13 mai organisée en commun par les syndicats étudiants et ouvriers, s'est poursuivie au sein de comités d'action étudiants-ouvriers. Et le déclenchement d'une vague de grèves sans précédent, sinon par son importance, tout au moins dans sa forme, a constitué la troisième étape d'un processus dont le terme espéré était le renversement du régime gaulliste.

La situation était-elle pour autant révolutionnaire ? En fait, il semble bien que même au plus fort de la crise, peu nombreux étaient ceux qui croyaient à la possibilité d'une révolution. Avec la paralysie du pays, dix millions de grévistes, l'effervescence révolutionnaire et le sentiment que « tout était possible », toutes les apparences d'une situation révolutionnaire ou prérévolutionnaire étaient réunies, mais la réalité de la révolution faisait défaut. Manquant de bases pour s'incarner (un programme, une volonté révolutionnaire, une force politique organisée pour exploiter la situation), c'était une révolution sans « cause » ni « objet » : sans cause, en ce sens que les conditions objectives n'étaient pas réunies (économiques et politiques, notamment) ; sans objet, parce que le mouvement, révolutionnaire en sa forme, n'avait pas un

modèle concret de société à proposer. Ce qui a pu donner l'illusion, c'est sans doute la carence absolue de l'appareil gouvernemental : lorsque celui-ci s'est ressaisi, le choc en retour a été brutal, et la France entière s'est retrouvée aussi bourgeoise qu'avant : les partis politiques ont repris leurs mots d'ordre électoraux, les syndicats leurs revendications professionnelles, les Français leurs préoccupations quotidiennes, avec en plus le sentiment intense d'un danger évité de justesse.

**L**ES ÉTUDIANTS se sont retrouvés seuls. La répression s'abat à présent sur eux : les groupes d'extrême-gauche sont dissous et certains de leurs membres poursuivis. Les facultés vont être reprises une par une, car le pouvoir gaulliste ne peut tolérer de pouvoirs de fait dans son royaume. Le mouvement étudiant est à nouveau coupé du reste de la nation. Comment s'étonner, dès lors, qu'après avoir senti tout au long de la crise l'incompréhension sinon le blâme des cadres politiques et syndicaux, les étudiants en ressentent une profonde amertume, qui s'exprime dans le slogan : « Elections, trahison » ?

Aujourd'hui, où le gouvernement jette l'opprobre sur le mouvement étudiant et le réprime par des moyens d'intimidation divers, avec la complicité tacite ou expresse de la société politique apeurée, il est clair que celui-ci n'a pas débouché sur la grande « révolution culturelle » espérée. Mais tout n'a pas été vain. La France a pris conscience du malaise universitaire et de la nécessité d'une refonte totale à cet égard (ce qui tend une fois de plus à accréditer l'idée, surtout auprès des jeunes, que « la violence paie »). Dans les facultés, les étudiants se sont mis au travail pour essayer de jeter les bases de cette refonte.

Mais en un sens, le fait que la révolte étudiante n'aboutisse qu'à une réforme de l'Université est déjà la preuve de son échec, au vu des aspirations qu'elle recouvrait. Aussi certains refusent-ils d'y voir autre chose qu'une diversion à la révolution. Les plus nombreux acceptent cette réforme comme une étape, et pour que tout ne soit pas perdu, sans renoncer pour l'avenir à leurs objectifs premiers.

Car des phénomènes irréversibles se sont produits, des barrières sont tombées et des illusions se sont envolées. Dans la crise, les étudiants ont pris conscience de la solidité des structures qu'ils espéraient faire

éclater. Mais ils ont réussi, pour la première fois peut-être, à faire une jonction (fragile) avec les ouvriers, à briser le carcan universitaire dans lequel ils refusaient de se laisser enfermer. Au sein de l'Université même, un immense mouvement de solidarité est né, parfois entre étudiants et professeurs, le plus souvent entre étudiants d'appartenances politiques et sociales diverses.

La politisation du mouvement, dont on lui fait grief, apparaît ainsi au contraire comme la prise de conscience brutale du monde extérieur par un monde étudiant qu'on croyait endormi. Après les événements qui se sont déroulés, il est inconcevable que l'Université puisse recommencer à fonctionner comme auparavant. Cela, surtout, est irréversible.

DANIÈLE LOCHAK